

Les éleveurs manifesteront mardi 28 novembre pour défendre la production bovine

© 24/11/2017 | 🧑 Arnaud Carpon • 📰 Terre-net Média

Pour dénoncer les potentiels dégâts d'un accord de libre-échange entre l'UE et les pays du Mercosur sur la production bovine française, la FNB appelle les éleveurs à une journée de mobilisation mardi 28 novembre 2017. La FNSEA appelle « à une forte mobilisation syndicale début décembre ».



La proposition initiale de la Commission européenne aux pays du Mercosur prévoit l'ouverture d'un quota d'importation de 70 000 tonnes de viande bovine. (©Terre-net Média)

A lors que le **Ceta**, l'accord commercial entre l'UE et le Canada, est entré en application provisoire depuis le 21 septembre dernier, avant même la ratification par le Parlement français, les éleveurs de **bovins viande** s'inquiètent des négociations en vue d'un accord avec les pays du **Mercosur**. Les éleveurs de bovins de races à viande, réunis au sein de la **FNB**, organisent une journée de mobilisation, mardi 28 novembre 2017, dans toute la France.

Le syndicat veut « alerter les pouvoirs publics sur la menace sans précédent que font peser ces accords sur l'élevage bovin viande français ». Selon lui, ce sont « 20 à 30 000 emplois d'éleveurs qui pourraient disparaître sous le seul poids des importations cumulées (environ 200 000 tonnes) de ces **viandes canadiennes et sud-américaines**, issues de systèmes de production peu ou pas réglementés. »

Alors que l'Europe envisage d'augmenter son offre d'**importations de viande bovine** au Mercosur, la Russie a annoncé, mardi 21 novembre, la suspension de ses importations de **boeuf brésilien** à la suite de la découverte de traces de ractopamine et autres hormones de croissance dans ces viandes. « Après l'affaire dite "de la viande avariée" ayant secoué le pays au printemps dernier, cette annonce russe vient, une fois encore, accabler le système de traçabilité des viandes du Brésil. »

« Face à l'attitude aussi désinvolte et irresponsable que dangereuse de la Commission, les éleveurs souhaitent voir le Gouvernement et les Parlementaires – nationaux, européens - s'engager à leurs côtés pour protéger leur secteur et la santé des consommateurs ! »

La FNB demande ainsi aux parlementaires français « l'installation en urgence d'une commission d'experts chargée d'évaluer les conséquences de l'**accord UE-Mercosur** pour l'élevage, la santé et l'environnement, l'engagement de refuser tout accord incluant une offre de viande bovine au Mercosur, en cas de dangers avérés ». Le syndicat leur demande aussi de ne pas ratifier le Ceta.

Aux députés européens, le syndicat exige « d'impulser la création d'une commission d'enquête sur les conditions de certification sanitaire des viandes brésiliennes, pour pallier le retard – et la faiblesse – des enquêtes annoncées par la Commission européenne ».

LA FNSEA DEMANDE « LA VÉRITÉ »

La FNSEA a apporté son plein soutien à l'action de sa section spécialisée pour sa mobilisation du 28 novembre. « Il est temps de dire la vérité ! Ouvrir nos frontières à des produits alimentaires dont les vertus sociales et environnementales sont loin de nos standards, n'est ni une stratégie, ni une politique, mais juste un aveuglement que nous payerons très cher ! »

Le syndicat majoritaire appelle « à une forte mobilisation syndicale début décembre sur l'ensemble du territoire ». « Au moment où l'Etat veut « tout » contrôler, normer, taxer et interdire en agriculture, comment comprendre qu'il accepte n'importe quoi qui vienne de n'importe où ! Il est temps de dire la vérité à nos concitoyens et à l'ensemble du pays car nous revendiquons le droit à la transparence pour les consommateurs et l'égalité des chances pour les paysans français. »

« Nous souhaitons montrer les risques considérables de traités internationaux négociés de façon hors sol. A qui profite ces traités ? Sûrement pas aux producteurs ! Les enjeux stratégiques de l'agriculture et de la sécurité alimentaire sont trop importants pour ne pas réagir. »